

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Serge DENIS, *Social-démocratie et mouvements ouvriers : la fin de l'histoire ?*, Montréal, Boréal, 2003, 226 p.

par James Thwaites

*Recherches sociographiques*, vol. 48, n° 2, 2007, p. 146-148.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/016437ar>

DOI: 10.7202/016437ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

celle des réseaux intégrés de services que l'on cherche à mettre en place au Québec. Si les avancées technologiques sont susceptibles de modifier substantiellement les pratiques cliniques dans les hôpitaux, elles ne suffisent pas en elles-mêmes à provoquer ces changements. Encore faut-il que les praticiens à qui elles sont destinées y trouvent utilité et intérêt. Le recours mitigé à la télémédecine par les médecins français et québécois illustre l'importance, pour restructurer les services hospitaliers, de s'intéresser aux conditions d'adoption de ces nouvelles techniques. Tant en France qu'au Québec, on brandit à tout vent la nébuleuse notion de réseau comme une panacée aux problèmes d'organisation des services sociaux et de santé. Si la coopération entre partenaires semble en effet indispensable, notamment pour assurer la continuité des services aux personnes dépendantes, il reste à vérifier si les ententes formelles signées à la demande des autorités se traduisent par les changements de pratique visés.

En conclusion, Valette et Denis dégagent les traits saillants des restructurations hospitalières en France et au Québec et se demandent s'il est « raisonnable de penser qu'il peut y avoir un pilotage raisonné du changement [...] des organisations de santé » (p. 269). Les auteurs estiment que cela est possible malgré la complexité des systèmes de production des services et la multiplicité des acteurs en présence. Ce livre vient à point pour mettre à la disposition d'un public francophone des travaux de recherche publiés dans des rapports ou des périodiques spécialisés sur les tentatives de rationalisation de l'offre de services hospitaliers. Bien que tous les chapitres ne présentent pas la même qualité et le même intérêt et que leurs auteurs accordent un sens parfois imprécis et une importance très variable au concept de structure, cet ouvrage aidera les personnes intéressées à mieux comprendre la nature des transformations en cours dans l'organisation des services de santé.

Louis DEMERS

*École nationale d'administration publique, Québec.*

---

Serge DENIS, *Social-démocratie et mouvements ouvriers : la fin de l'histoire ?*, Montréal, Boréal, 2003, 226 p.

Dans son ouvrage sur la social-démocratie et les mouvements ouvriers, Serge Denis propose une analyse très fouillée de divers problèmes associés à la transition des relations entre les partis politiques de type socio-démocratique et les organisations syndicales et ouvrières à l'époque de la Guerre froide et celles entre ces instances à l'ère du néolibéralisme actuel. Dans son introduction, l'auteur signale son intention de se pencher sur l'avenir de l'action politique du mouvement ouvrier, le rôle des « partis ouvriers traditionnels » et, plus largement, les caractéristiques et le comportement de « leurs électors historiques ». Ces thèmes pourraient le rapprocher des arguments de Jelle Visser sur le danger associé à la

perte de l'influence par les syndicats, dans le contexte actuel, et sur la nécessité d'agir pour conserver un certain impact sur les décisions et les événements. Ils pourraient également le rapprocher de ceux de Corinne Gobin et Jacques Freyssinet sur les problèmes concrets du mouvement syndical, face à la bureaucratie de l'Union européenne et à la détérioration des relations entre le mouvement syndical et les partis socio-démocrates. Cependant, Denis met l'accent sur les partis politiques.

La référence initiale à la disparition du bloc soviétique, et à son *modèle* de société, peut créer une certaine confusion à cause de la réalité interne de cette sorte de régime – un syndicalisme rattaché au pouvoir (réduit pratiquement à un rouage de l'État), ainsi que l'absence de démocratie réelle (le parti unique et la proscription de l'opposition). L'accent sur « l'axe de regroupement que l'URSS animait au sein des mouvements ouvriers et syndicaux » à l'extérieur du bloc soviétique est plus pertinent. Une référence plus ample au débat, avant la chute du mur de Berlin, entre l'eurocommunisme et le communisme soviétique, aurait pu sans doute ajouter une dimension à cette réflexion. Les références fréquentes à des partis et des mouvements de « classe » dans l'ouvrage peuvent poser également quelques problèmes. Sommes-nous réellement devant des phénomènes exclusivement de classes sociales ? On se souvient de la définition du sociologue Marcel David du « mouvement ouvrier » : « la série d'institutions où se retrouvent les travailleurs et tous ceux qui choisissent de militer à leurs côtés, conscients les uns et les autres de leur solidarité et de l'utilité pour eux de s'organiser en vue de préciser leurs objectifs communs et d'en poursuivre la réalisation ».

L'euphorie du début du processus d'intégration mondiale à l'économie de marché a cédé graduellement la place au néolibéralisme actuel. Selon l'économiste Joseph Stiglitz, la *realpolitik* et l'amour propre ont pris le dessus sur la justice sociale et la vision d'un monde intégré. En outre, l'intérêt national d'une certaine superpuissance est entré en collision avec ses propres arguments contre le protectionnisme. Le questionnement actuel et continu, au sujet du rôle des institutions de *Bretton Woods* (Paul Krugman, Joseph Stiglitz, etc.), complète l'image d'un monde à la recherche de nouvelles réponses, ou du moins de réponses plus efficaces, qui permettraient de renouer l'économie et le social, pourtant si intimement associés dans la *Charte de l'Atlantique*, la constitution initiale du FMI et celle de la BIRD.

Nous avons l'impression que le syndicalisme est abordé surtout sous l'angle de ses effets politiques, quoique la définition du mouvement ouvrier paraisse plus large : « [...] l'expression mouvement ouvrier [...] désigne, d'un côté, « les mouvements ouvriers organisés », c'est-à-dire les grandes institutions économiques et politiques qui se présentent comme les porteuses des demandes et des aspirations du monde du travail salarié, et de l'autre, les « mouvements ouvriers » de revendication et de grève, c'est-à-dire les actions collectives de travailleurs salariés. » L'auteur jumelle ainsi ce concept à celui de la « social-démocratie » : « Les termes de "social-démocratie" et "social-démocrate" font référence [...] aux formations politiques précisément liées à l'histoire du mouvement ouvrier [...] ». Ce qui semble manquer à l'analyse est le contexte interne du mouvement syndical, sa logique interne, y compris ses contradictions.

Cette façon de procéder permettrait d'élucider davantage, à titre d'exemple, ce qui semble préoccuper l'auteur dans son analyse de l'Ontario sous le NPD, c'est-à-dire les raisons de l'échec du gouvernement de Bob Rae. Un peu à la manière de René Lévesque qui, une fois au pouvoir, devait expliquer aux militants du Parti québécois qu'il lui fallait désormais considérer les intérêts de toute la population du Québec en tant que premier ministre et non pas uniquement les positions des militants de son parti, Bob Rae, d'ailleurs en pleine récession, a pris quelques positions qui l'ont rendu impopulaire en milieu syndical. De façon similaire, mais beaucoup moins élaborée, l'auteur se réfère brièvement à la situation du gouvernement péquiste sous Lucien Bouchard face aux infirmières et au front commun qui émergeait. Une autre analyse aurait pu élucider davantage les problèmes de l'Ontario et du Québec, soit la comparaison avec le gouvernement de la Colombie-Britannique sous Dave Barrett. Les enjeux et les résultats furent similaires, la défaite du NPD et l'élection d'un gouvernement nettement moins favorable à la cause syndicale.

En terminant, Serge Denis nous fournit une réflexion de haut niveau sur un sujet complexe et controversé. Son livre, bien documenté, fait le tour du contexte international de façon poussée et constitue une contribution importante à la littérature actuelle sur les partis politiques de type socio-démocrate, leurs transformations, et les effets de ces transformations.

James THWAITES

*Département des relations industrielles,  
Université Laval.*

---

Jacques ROUILLARD, *Apprivoiser le syndicalisme en milieu universitaire. Histoire du Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal*, Montréal, Boréal, 2006, 278 p.

Professeur titulaire au Département d'histoire de l'Université de Montréal, Jacques Rouillard a publié plusieurs ouvrages bien connus sur le syndicalisme québécois et sur l'histoire sociale récente du Québec, dont il est un des meilleurs spécialistes à l'heure actuelle. C'est donc dire qu'il était bien placé pour mener une recherche historique sur le syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'accréditation de ce dernier. L'ouvrage qui a découlé de cette recherche minutieuse n'est pas une histoire officielle du SGPUM, même s'il a été rédigé à la demande de son exécutif, et que les membres de la direction du syndicat ont lu et offert leurs commentaires à l'auteur, car l'historien consciencieux s'était réservé toute la liberté pour accepter ou rejeter leurs remarques et commentaires, et pour offrir ses propres analyses des événements.